

## **Continentalisation**

Note de conjoncture économique  
Janvier 2001

---

# **Analyse et tendances de la conjoncture économique dans le MERCOSUR/L, le MCCA et la Communauté andine.**

Sylvain Turcotte

**Groupe de recherche sur l'intégration continentale**

Université du Québec à Montréal  
Département de science politique  
C.P.8888, succ.Centre-ville, Montréal, H3C 3P8  
<http://www.unites.uqam.ca/gric>

**Centre Études internationales et Mondialisation**

## Le MERCOSUR/L

Les indicateurs de croissance des pays du MERCOSUR/L ont été dans l'ensemble assez favorables au cours de la dernière décennie. Si au cours des années 80 la crise de la dette et la hausse des prix du pétrole frappent durement les économies du Cône sud, l'abandon de l'ancien modèle de développement auto-centré et l'augmentation des échanges intra-régionales à partir du début des années 90 vont offrir de nouvelles sources de croissance aux pays de la région. Mais le développement rapide du commerce au sein du MERCOSUR/L n'a toutefois pas produit de convergence au niveau des indicateurs macro-économiques. Depuis 1994, l'Argentine et l'Uruguay réagissent de manière très semblable à la conjoncture. Par contre, le Brésil et le Paraguay suivent une voie différente qui donne lieu à des résultats moins spectaculaires mais toutefois, beaucoup plus stables.

On doit associer cette divergence dans la trajectoire de ces deux ensembles de pays aux différentes stratégies de libéralisation mise en oeuvre dans les deux principales économies de la région. L'ouverture totale et la dollarisation de l'économie argentine a permis des taux de croissance élevés accompagnés d'une importante vulnérabilité externe tandis que la libéralisation lente et contrôlée du marché brésilien associé au maintien d'un taux de change flottant a mené à des niveaux d'activités économiques plus faibles, mais toutefois beaucoup moins sensibles aux chocs internationaux.

### • Croissance du PIB

Entre 1981 et 1990, le taux de croissance du PIB annuel moyen des quatre pays du MERCOSUR/L équivaut à seulement 1 %. Mais au cours des dix dernières années il atteint 3 %, un signe clair de la reprise de l'activité économique dans la région. C'est l'Argentine qui a connu la plus forte croissance du PIB au cours des années 90 avec une valeur annuelle moyenne de 4.2 %. Ces résultats sont associés à la dollarisation de l'économie et à la stratégie de vente des entreprises publiques nationales dont la modernisation entreprise par les acheteurs étrangers a généré la plus grande part de l'activité économique au pays. Mais les données annuelles montrent l'extrême vulnérabilité de l'économie argentine aux chocs externes. En 1995, la crise mexicaine a eu un impact dévastateur sur le PIB argentin qui chute de 7 %. La dévaluation du *real* brésilien en janvier 1999 a provoqué un effet semblable, le PIB argentin passant de 3.9 % à -3.3 % entre 1998 et 1999. Mais comme le montrent les résultats qu'affiche l'économie argentine pour l'an 2000, la dépendance commerciale du pays à l'égard du marché brésilien ne permet pas une reprise rapide de l'activité économique. L'Uruguay a connu un parcours très similaire à celui de l'Argentine du fait que les deux pays ont des structures économiques semblables et que tous deux dépendent du marché brésilien qui absorbe plus du tiers de leurs exportations.

Le taux de croissance annuelle moyen de l'économie brésilienne pour les dix dernières années équivaut à 2.6 %, un résultat à première vue peu enviable si on le compare à la performance des économies argentine et uruguayenne durant la même période. Les taux de croissance annuelle du PIB

brésilien sont presque nuls au début et à la fin des années 90 et la phase de croissance réelle de l'économie s'est limitée à la période située entre janvier 1993 et mars 1998. Au cours de ces 5 années, le PIB a connu une croissance annuelle moyenne de 4,2 %, une valeur qui correspond mieux aux résultats des économies en développement de l'Amérique latine. C'est la lenteur avec laquelle le Brésil libéralise son économie qui restreint la croissance de l'activité économique au pays.

Au Brésil, la période de forte croissance correspond à la stabilisation de l'économie et à l'accélération des réformes structurelles, rendues possible par l'arrivée au pouvoir du Président Cardoso qui profite d'une bonne crédibilité autant au Brésil qu'à l'étranger. Si au début des années 90 les problèmes économiques sont associés à l'échec du plan de stabilisation du Président Collor de Mello et à sa destitution pour cause de corruption, la nouvelle chute de la croissance qui s'observe entre 98 et 99 est le produit de la crise asiatique et de la dévaluation brésilienne. Mais les capacités de développement endogène du Brésil et les décisions prises par l'équipe économique au pouvoir pendant la crise ont permis de déjouer les prévisions des analystes qui s'attendaient à un recul beaucoup plus important du PIB brésilien. La reprise économique en 2000, qui a mené à une croissance de 4 %, la plus élevée des pays du MERCOSUR/L, illustre les avantages dont profite le Brésil, soit un grand marché en développement et un secteur privé plus dynamique, deux facteurs de nature structurelle garantissant une croissance à long terme.

L'évolution de l'activité économique au Paraguay correspond aux grands cycles de croissance du Brésil, la plupart des secteurs économiques paraguayens étant passés sous contrôle brésilien au cours des 20 dernières années. C'est ce qui explique pourquoi le Paraguay est le seul partenaire du MERCOSUR/L à profiter de la reprise brésilienne observée en 2000, le pays profitant des liens étroits qui se sont tissés avec le principal marché de l'Amérique du Sud au cours des 20 dernières années

### • Investissement direct étranger

Les deux grandes économies du Marché commun du Cône sud ont reçu l'essentiel de l'investissement étranger dirigé vers le MERCOSUR/L au cours des années 90. Dans les deux cas principalement alimenté par les programmes de privatisation des entreprises publiques, l'évolution très différente de l'IDE dans chacun des pays exprime deux stratégies de vente dérivées des différents niveaux de vulnérabilité économique du Brésil et de l'Argentine.

L'investissement direct étranger en Argentine au cours des dix dernières années est très régulier car il avait comme principal objectif d'équilibrer les finances publiques en diminuant les fortes pressions provenant du service de la dette externe. Le calendrier des privatisations argentines avait prévu l'arrivée au pays d'une somme d'environ 3 milliards de dollars E.-U. à chaque année, un montant permettant de remplir les obligations du pays à l'égard des ses créiteurs externes. Seule année échappant à la régularité de l'IDE en Argentine, la forte croissance de l'investissement en 1999 correspond à l'achat par l'entreprise pétrolière espagnole REPSOL de *Yacimientos Petroliferos Fiscales*, la compagnie pétrolière nationale privatisée au milieu des années 90.

La croissance très graduelle de l'I.D.E au Brésil est liée à la stratégie de privatisation et d'ouverture du gouvernement Cardoso, qui a tiré profit de sa capacité de sélectionner les acheteurs et de faire augmenter la valeur des entreprises offertes au secteur privé. La forte croissance de l'investissement au pays depuis 1991 est le produit de deux facteurs différents, soit un calendrier de privatisation très progressif, construit selon une séquence visant la maximisation des revenus, et la stabilisation de l'économie, qui depuis 1996 produit des taux d'inflation annuels inférieurs à 10 %. La croissance de l'I.D.E au Brésil pendant les dix dernières années a placé le pays au second rang derrière la Chine parmi les pays qui reçoivent le plus d'investissements étrangers à l'échelle mondiale.

### • Chômage et salaires réels

Si les années 90 ont donné lieu à un retour de la croissance et de l'investissement étranger dans les pays du MERCOSUR/L, le tableau est beaucoup moins favorable en ce qui concerne le marché du travail. En Argentine et en Uruguay, la forte croissance de l'économie a entraîné une pareille croissance du chômage urbain, produit direct des mesures de rationalisation des entreprises publiques offertes au secteur privé. D'autre part, les chocs externes auxquels ont été soumis l'Argentine et l'Uruguay en 1995 et 1999 ont été durement ressentis par les travailleurs de ces pays, les taux de chômage officiels atteignant 17 % en Argentine et 12 % en Uruguay suite à la crise du *peso* mexicain, et des valeurs presque équivalentes sont observables en 1999 suite à la dévaluation du *real* brésilien.

Par ailleurs, les salaires réels moyens argentins n'ont connu aucune croissance au cours des dix dernières années, une indication claire quant à la nature des réformes économiques produites par le gouvernement Menem au pouvoir pendant toutes ces années. La situation est un peu moins difficile en Uruguay où les salaires réels ont quand même connu une croissance de 8 % entre 1991 et 2000, effet d'une politique salariale moins restrictive qu'en Argentine.

C'est au Brésil que l'emploi urbain démontre le plus de stabilité au cours des dix dernières années, et ce malgré une croissance de 2 % du taux de chômage suite à la crise asiatique de 1998 et la dévaluation du *real* brésilien qui en a résulté. Le maintien d'un taux de chômage moyen de 5 % entre 1991 et 1997 est le produit des conditions entourant la vente des entreprises publiques, qui n'ont pas mené à des mises à pied massives comme en Argentine, et à une reprise de l'investissement local, solidement appuyé par les institutions financières brésiliennes. La croissance de près de 20 % des salaires réels au Brésil entre 1991 et 1998 est le produit de la politique salariale du gouvernement Cardoso et de la reprise de l'investissement direct local et étranger dirigé vers les secteurs les plus modernes de l'économie.

### • Prévisions

La profonde crise dans laquelle est placée l'Argentine depuis la dévaluation du *real* brésilien et la hausse du dollar américain n'augure rien de bon pour les mois à venir. Même si le F.M.I. est venu en aide à Buenos Aires en décembre 2000 avec un prêt d'urgence d'environ 20 milliards E.-U. lui permettant de remplir ses obligations financières envers l'étranger, la stratégie qui avait permis la forte croissance des années 90 est épuisée, l'Argentine n'ayant plus rien à vendre au secteur privé pour équilibrer ses comptes publics. On prévoit quand même une croissance du PIB équivalant à 1.5 % pour 2001, ce qui sera possible si l'Argentine parvient à sortir de la crise politique dans laquelle elle est plongée, de manière à profiter d'une meilleure crédibilité sur les marchés internationaux et d'une reprise de l'investissement local.

La situation brésilienne est à l'opposée de celle dans laquelle se trouve actuellement l'Argentine. On prévoit une poursuite de la croissance au Brésil qui sera alimentée par l'investissement local et étranger, ce qui jusqu'à maintenant a permis d'améliorer significativement la compétitivité de la production brésilienne sur les marchés internationaux. La Commission économique pour l'Amérique latine et le F.M.I. annoncent un taux de croissance du PIB de 4.5 % pour 2001, un résultat qui devrait permettre au Brésil de sortir ses trois partenaires régionaux de l'état de stagnation dans laquelle ils se retrouvent depuis 1998. Mais la politique monétaire fortement divergente des deux principaux pays du MERCOSUR/L n'augure rien de bon pour l'avenir du regroupement régional. Si les discussions actuellement en cours visant l'harmonisation des politiques économiques des quatre pays mènent à un consensus, c'est qu'on aura trouvé une voie d'entente qui pourrait passer par une forme d'union monétaire, seul moyen de rapprocher Buenos Aires et Brasília et d'assurer la survie du MERCOSUR/L.

---

**Mercosur/1**
**Produit intérieur brut****(1991-2000)**

(En pourcentage, sur la base des prix de 1995)

|                  | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Argentine</b> | 10,6 | 9,6  | 5,7  | 5,8  | -2,8 | 5,5  | 8,1  | 3,9  | -3,3 | 0    |
| <b>Brésil</b>    | 1    | -0,5 | 4,9  | 5,9  | 4,2  | 2,7  | 3,3  | 0,2  | 0,9  | 4    |
| <b>Paraguay</b>  | 2,5  | 1,8  | 4,1  | 3,1  | 4,7  | 1,3  | 2,6  | -0,4 | 0,5  | 1,5  |
| <b>Uruguay</b>   | 3,5  | 7,9  | 2,7  | 7,3  | -1,4 | 5,6  | 4,9  | 4,6  | -3,2 | -1   |

**Investissement direct étranger net****(1991-2000)**

(En millions de dollars U.S.)

|                  | 1991  | 1992  | 1993  | 1994  | 1995  | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   |
|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Argentine</b> | 2 439 | 3 218 | 2 059 | 2 480 | 3 756 | 4 937  | 4 924  | 4 175  | 21 958 | 5 000  |
| <b>Brésil</b>    | 89    | 1 924 | 801   | 2 035 | 3 475 | 11 666 | 18 608 | 29 192 | 28 612 | 30 000 |
| <b>Paraguay</b>  | 84    | 118   | 75    | 137   | 98    | 144    | 230    | 313    | 66     | 95     |
| <b>Uruguay</b>   |       |       | 102   | 155   | 157   | 137    | 113    | 155    | 225    | 180    |

**Taux de chômage urbain (1991-2000)**

(Taux annuels moyens)

|                  | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Argentine</b> | 6,5  | 7    | 9,6  | 11,5 | 17,5 | 17,2 | 14,9 | 12,9 | 14,3 | 15,1 |
| <b>Brésil</b>    | 4,8  | 5,8  | 5,4  | 5,1  | 4,6  | 5,4  | 5,7  | 7,6  | 7,6  | 7,5  |
| <b>Paraguay</b>  | 5,1  | 5,3  | 5,1  | 4,4  | 5,3  | 8,2  | 7,1  | 6,6  | 9,4  |      |
| <b>Uruguay</b>   | 8,9  | 9    | 8,3  | 9,2  | 10,3 | 11,9 | 11,5 | 10,1 | 11,3 | 13,4 |

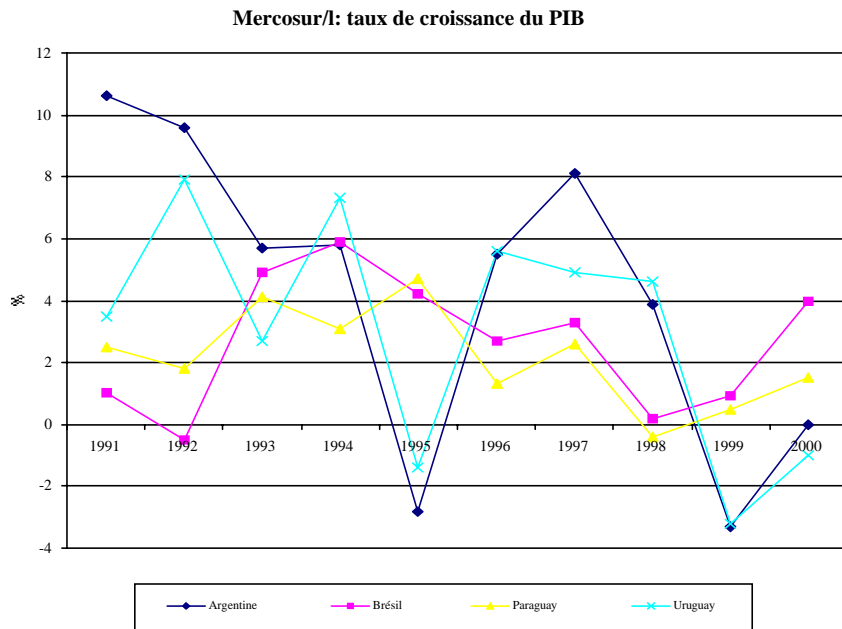
**Salaire moyen réel (1991-2000)**

(1995=100)

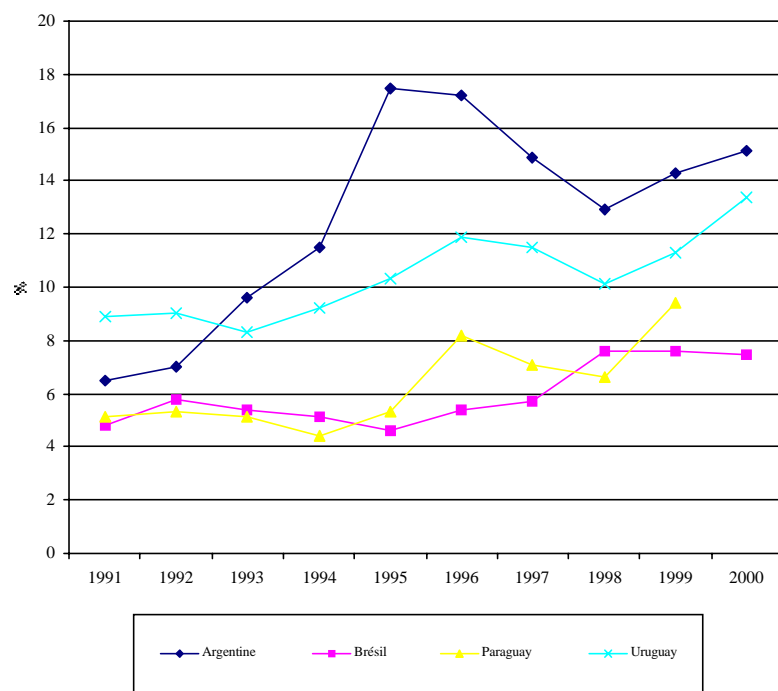
|                  | 1991  | 1992  | 1993  | 1994  | 1995 | 1996  | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  |
|------------------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Argentine</b> | 100,4 | 101,7 | 100,4 | 101,1 | 100  | 99,9  | 99,3  | 99    | 99,8  | 100,8 |
| <b>Brésil</b>    | 89    | 87    | 95,6  | 96,3  | 100  | 107,9 | 110,8 | 110,8 | 105,9 | 104,9 |
| <b>Paraguay</b>  | 91,8  | 90,9  | 91,7  | 93    | 100  | 103,1 | 102,6 | 100,7 | 98,6  | 100,7 |
| <b>Uruguay</b>   | 95,2  | 97,3  | 102   | 102,9 | 100  | 100,6 | 100,8 | 102,7 | 104,3 | 103,1 |

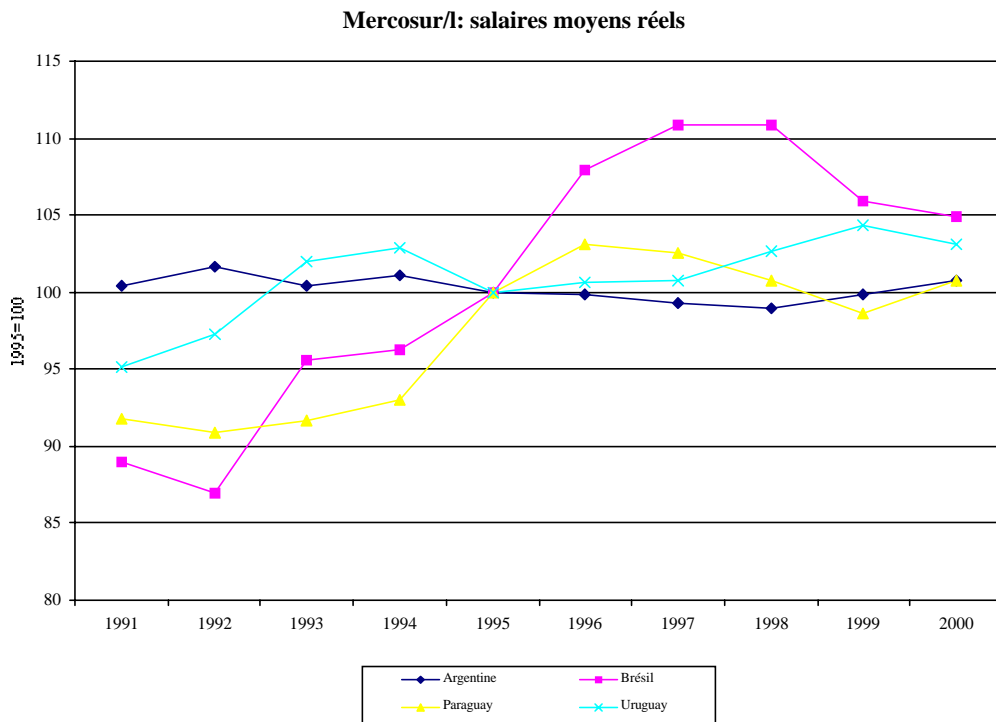
---

 Source: *Balance preliminar de las economias de America latina y el Caribe*, CEPAL, Diciembre de 2000



### Mercosur/I: Taux de chômage urbain







## Le Marché commun centre américain

À l'exception du Mexique, les économies du Marché commun centre américain sont celles qui sont les plus soumises aux aléas de la croissance de l'économie américaine. Le développement d'échanges commerciaux de plus en plus importants avec les États-Unis et la hausse des investissements américains représentent les principaux facteurs à l'origine de l'amélioration des indicateurs macro-économiques des pays de l'Amérique centrale au cours des années 90. C'est pourquoi ces pays ont été tenus à l'écart des chocs violents qui ont suivi la crise du *peso* de 1995 et la dévaluation du *real* en 1999, et qui apparaissent si clairement dans le comportement des indicateurs de croissance des pays de la Communauté Andine et du MERCOSUR/L.

La reprise de la croissance dans la région est également associée à la pacification de la vie politique au début des années 90 suite à plus d'une décennie de conflits armés qui ont touché la majorité des pays de l'Amérique centrale. En permettant la reconstruction des infrastructures détruites par les guerres civiles et l'extension du pouvoir politique des capitales sur l'ensemble des territoires nationaux, la pacification de l'Amérique centrale a permis de réunir les conditions d'une croissance plus soutenue.

Toutefois, malgré ces avantages dont profite maintenant les pays de la région, les indicateurs de croissance des pays du MCCA sont quand même très instables. Cette volatilité des indicateurs n'a pas une origine financière mais commerciale, plusieurs de ces petits pays n'ayant pas encore échappé à leur statut d'économie mono-exportatrice, le café occupant dans certains cas plus de 40 % des exportations totales.

### • Croissance du PIB

Pendant les années 90 en Amérique latine, ce sont les pays du Marché commun centre américain qui ont offert la meilleure performance en comparaison à la décennie précédente en matière de croissance de l'activité économique. Si le taux de croissance annuel moyen correspond à 0.7 % entre 1981 et 1990, au cours des dix dernières années celui-ci atteint 4 %, un signe clair de la reprise de l'activité économique. Mais si les cinq pays de la région profitent tous d'un accès privilégié au marché américain et de la pacification du territoire, des différences importantes s'observent lorsqu'on compare les résultats individuels.

Parmi les pays du MCCA, c'est le Nicaragua qui offre la meilleure performance en ce qui concerne l'évolution du PIB. Suite à une croissance nulle entre 1991 et 1993, le pays connaît une amélioration constante jusqu'en 1999 au moment où le PIB atteint une valeur de 7 %. Par ailleurs, même si le Guatemala n'a pas connu la forte croissance du Nicaragua, il compte aussi parmi les pays qui ont offert les meilleurs résultats en parvenant à maintenir un taux de croissance moyen de 4 % au cours des dix dernières années, et sans afficher d'écart important comme l'ont connu la plupart des autres pays de région. Les résultats qu'affichent le Nicaragua et le Guatemala en matière de croissance du PIB s'expliquent principalement par le fait que ces deux pays sont les principaux bénéficiaires des nouveaux investissements qui ont surtout privilégiés les secteurs du tourisme et de la *maquila*.

En matière de croissance du PIB, le Costa Rica et le Salvador ont connu une évolution parallèle au cours des dix dernières années. Si ces deux pays affichent un taux de croissance avoisinant les 8 % en 1992, ils connaissent un recul rapide de l'activité économique qui chute à des valeurs avoisinant 1 % en 1996. Plus significative au Salvador qu'au Costa Rica, la reprise qui s'amorce en 1997 conduit à une

nouvelle chute de l'activité économique dans les deux pays à la fin de la décennie. L'évolution identique de ces deux pays est principalement associée au comportement des prix du café sur les marchés internationaux. Puisqu'une grande partie des revenus d'exportation de ces petites économies dépend des cours du café, il est compréhensible que l'activité économique au Costa Rica et au Salvador soit si instable.

Mais c'est toutefois l'économie du Honduras qui offre le portrait le moins enviable parmi les pays du MCCA en termes de stabilité de l'activité économique. Entre 1994 et 1995, le PIB hondurien connaît une chute de 6 %, tandis qu'entre 1997 et 1999 il connaît une nouvelle chute qui atteint cette fois 7 %. Ces chocs violents sont le produit de la destruction des infrastructures et de l'arrêt de l'activité économique suite aux violentes tempêtes tropicales qui frappent ces petits pays exposés à la mer des Caraïbes. Au Honduras, c'est en grande partie l'aide internationale d'urgence qui a rendu possible la reprise économique en 1995 et en 2000.

### • Investissement direct étranger

Tous les pays du Marché commun centre-américain ont connu une croissance de l'IDE à partir de 1998. Dans la plupart de ces pays, les investissements ont été dirigés vers les industries du tourisme et de la *maquila*. La hausse très significative de l'IDE dans la seconde moitié des années 90 est aussi attribuée à la crise asiatique et à la dévaluation du *real*, deux phénomènes qui ont modifié les calculs des investisseurs étrangers les conduisant à privilégier les régions moins sensibles aux chocs financiers internationaux.

En Amérique centrale, c'est le Costa Rica qui a reçu la majorité des investissements dirigés vers la région au cours des années 90. Le pays doit son statut privilégié au fait qu'il n'a pas connu de conflit armé sur son territoire et qu'il profite d'une stabilité politique qui date de plus d'un demi-siècle, deux facteurs dont l'importance est toujours déterminante dans l'évaluation du risque-pays.

Le Salvador et le Guatemala étant encore aux prises avec des affrontements armés au début des années 90, il est compréhensible qu'ils aient été tenus à l'écart de l'I.D.E dans la première moitié de la décennie. Mais ils ont été les principaux bénéficiaires de la crise asiatique dans la région, recevant chacun en 1998 environ 800 millions de dollars É.-U. pour une seule année, un montant record pour les petits pays de l'Amérique centrale. La forte reprise en Asie et au Brésil a toutefois exercé des pressions à la baisse sur ces valeurs qui sont rapidement retombées à des niveaux considérés normaux dans le contexte centre américain.

Mais en termes relatifs, c'est toutefois le Nicaragua qui présente la meilleure situation en ce qui concerne l'investissement direct étranger. Si entre 1991 et 1994 le pays reçoit annuellement environ 40 millions de dollars U.S., à partir de 1995 l'I.D.E entre dans une phase de croissance constante qui atteint 335 millions de dollars É.-U. en 2000, une somme importante pour une petite économie sous-développée. Les résultats sont d'autant plus encourageants qu'ils n'ont pas connu de chute au cours des deux dernières années, comme on peut l'observer pour les quatre autres pays du MCCA. La forte croissance du PIB que connaît le Nicaragua depuis 1994 est en grande partie responsable de ces résultats très enviables.

### • Taux de chômage urbain

Les données relatives à l'emploi urbain sont moins pertinentes en ce qui concerne les pays du Marché commun centre américain car il s'agit encore aujourd'hui d'économies agro-exportatrices dont l'essentiel de la population économiquement active se retrouve en zone rurale. C'est pourquoi le caractère très instable des taux de croissance du PIB du Costa Rica et du Salvador n'a pas d'effet significatif sur le marché de l'emploi urbain dans ces deux mêmes pays.

Toutefois, la forte croissance du PIB et de l'investissement direct étranger au Nicaragua depuis

1994 a eu un impact important sur le marché de l'emploi urbain. Chutant de 17.8 % à 9 % entre 1993 et 2000, le comportement du taux de chômage urbain au Nicaragua révèle l'ampleur de la crise dans laquelle le pays était plongé depuis la fin des années 80. La poursuite de la croissance au Nicaragua est essentielle pour sortir ce pays de l'état de sous développement dans lequel le pays se trouve depuis le début des années 70, et pour améliorer la performance des indicateurs sociaux qui révèle l'état lamentable dans lequel se retrouve le pays en comparaison avec ses voisins immédiats.

### • **Prévisions**

Les données de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) annoncent une amélioration de la situation au Costa Rica, au Salvador et au Guatemala pour l'année en cours en matière de croissance de l'activité économique. Les reprises les plus fortes sont prévues au Costa Rica et au Guatemala qui devraient connaître des taux de croissance respectifs de 3.5 et 4 %. Le Honduras devrait connaître peu de changement en ce qui concerne l'activité économique totale tandis que le Nicaragua devrait poursuivre sa lente chute avec un taux de croissance quand même enviable avoisinant les 4.5 %.

Ces résultats sont bien entendu conditionnels au comportement de l'économie américaine. Si le ralentissement prévu aux États-Unis pour l'année en cours s'avère plus important que ce que laissent croire les analyses, l'activité économique et les investissements connaîtront une baisse dans l'ensemble des pays de la région.

---

## Marché commun Centre-américain

### Produit intérieur brut (1991-2000)

(En pourcentage, sur la base des prix de 1995)

|                    | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Costa-Rica</b>  | 2,3  | 9    | 6,3  | 4,9  | 4    | 0,3  | 5,8  | 8    | 8    | 1,5  |
| <b>El Salvador</b> | 3,6  | 7,5  | 7,4  | 6,1  | 6,4  | 1,7  | 4,2  | 3,5  | 3,4  | 2,5  |
| <b>Guatemala</b>   | 3,7  | 4,8  | 3,9  | 4    | 3    | 4,4  | 5    | 3,6  | 3,5  | 0,9  |
| <b>Honduras</b>    | 3,3  | 5,6  | 6,2  | -1,3 | 4,1  | 3,6  | 5,1  | 2,9  | -1,9 | 4    |
| <b>Nicaragua</b>   | -0,2 | 0,4  | -0,4 | 3,3  | 4,3  | 4,8  | 5,1  | 4,1  | 7    | 5,5  |

### Investissement direct étranger net (1991-2000)

(En millions de dollars U.S.)

|                    | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Costa-Rica</b>  | 173  | 222  | 243  | 292  | 331  | 421  | 400  | 604  | 615  | 420  |
| <b>El Salvador</b> | 25   | 15   | 16   |      | 38   |      |      | 873  | 214  | 70   |
| <b>Guatemala</b>   | 91   | 94   | 143  | 65   | 75   | 77   | 85   | 673  | 155  | 245  |
| <b>Honduras</b>    | 52   | 48   | 52   | 42   | 69   | 90   | 128  | 99   | 230  | 170  |
| <b>Nicaragua</b>   | 42   | 42   | 40   | 40   | 75   | 97   | 173  | 184  | 300  | 335  |

### Taux de chômage urbain (1991-2000)

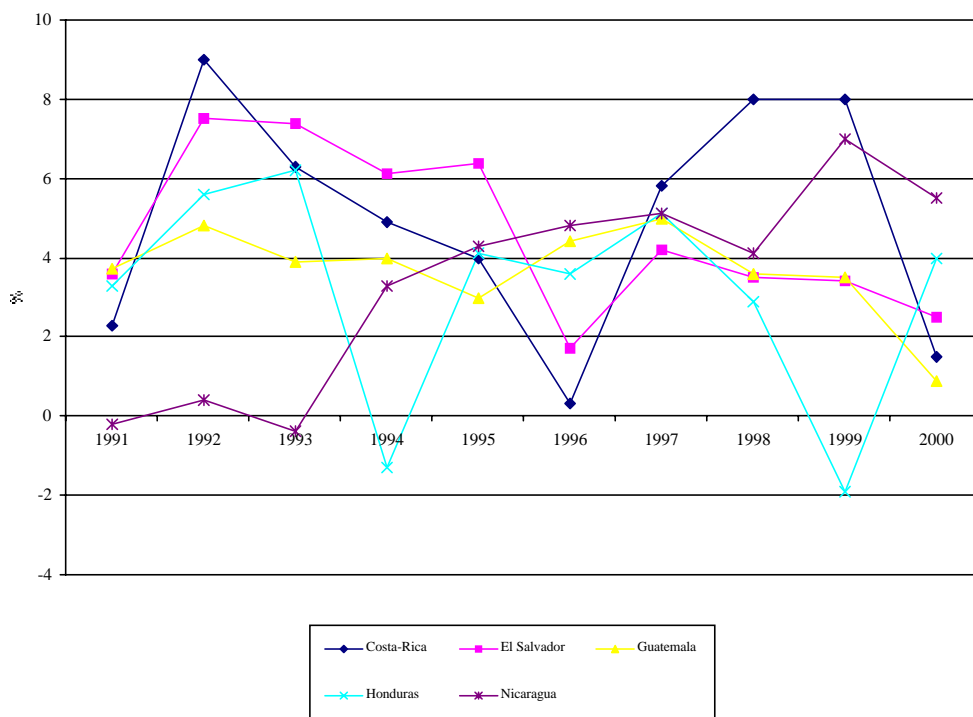
(Taux annuels moyens)

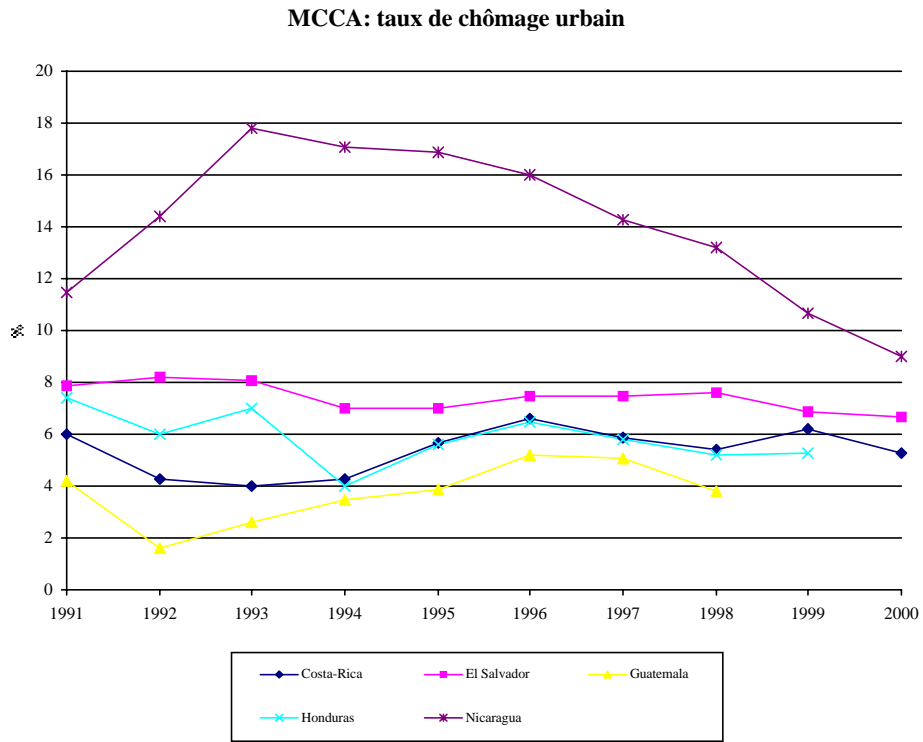
|                    | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Costa-Rica</b>  | 6    | 4,3  | 4    | 4,3  | 5,7  | 6,6  | 5,9  | 5,4  | 6,2  | 5,3  |
| <b>El Salvador</b> | 7,9  | 8,2  | 8,1  | 7    | 7    | 7,5  | 7,5  | 7,6  | 6,9  | 6,7  |
| <b>Guatemala</b>   | 4,2  | 1,6  | 2,6  | 3,5  | 3,9  | 5,2  | 5,1  | 3,8  |      |      |
| <b>Honduras</b>    | 7,4  | 6    | 7    | 4    | 5,6  | 6,5  | 5,8  | 5,2  | 5,3  |      |
| <b>Nicaragua</b>   | 11,5 | 14,4 | 17,8 | 17,1 | 16,9 | 16   | 14,3 | 13,2 | 10,7 | 9    |

---

Source: *Balance preliminar de las economías de América latina y el Caribe*, CEPAL, Diciembre de 2000

## MCCA: taux de croissance du PIB





## La Communauté andine

Les pays de la zone andine sont les premiers en Amérique latine à choisir la voie de l'intégration économique sous l'impulsion de l'ALADI au cours des années 60. Si on prend en considération l'importance qu'on associe maintenant aux regroupements régionaux et au libre-échange comme source de croissance et de développement, il est permis de croire que ces pays auraient tiré profit du caractère plus ancien de l'intégration économique dans la région. Au contraire, les pays de la zone andine sont ceux qui ont le moins profité du développement en Amérique latine depuis la fin des années 70. Les difficultés politiques et les crises économiques se sont amplifiées pour produire de nouvelles sources d'instabilité.

Ces problèmes qui marquent depuis longtemps la région la rendent très vulnérable aux chocs externes, ce qui transparaît clairement dans les tableaux de la croissance des pays andins. La situation est telle que la Communauté andine apparaît aujourd'hui comme une zone grise coincée entre le Mercosul et l'ALÉNA, qui regroupent des ensembles de pays qui tirent mieux profit des accords commerciaux conclus au début des années 90. Les conflits armés, la production de drogues et le retour au populisme ont nuit au développement de ces pays au cours de la dernière décennie. L'avenir des pays andins est donc peu favorable à moyen terme considérant l'importance des problèmes qui restent encore non résolus.

### • Croissance du PIB

Comme ailleurs en Amérique latine, les années 90 ont été plus favorables que la décennie précédente en termes de croissance économique. Pour la zone andine, le taux de croissance annuel moyen représentait 0.7 % entre 1981 et 1990 et il atteint 2.8 % au cours de la décennie suivante, une augmentation significative mais qui dissimule toutefois des problèmes importants. Les pays de la Communauté andine sont ceux qui ont le plus souffert de la crise asiatique et de la dévaluation brésilienne qui surviennent dans la seconde moitié des années 90. La chute radicale de l'activité économique au Venezuela, en Équateur, en Colombie et au Pérou à partir de 1997 offre un signe clair de l'extrême vulnérabilité de ces pays à l'égard des chocs externes. La reprise de la croissance en 1999 dans la zone andine est en grande partie associée à la réactivation de l'économie brésilienne qui de plus en plus donne le pas en Amérique du sud en matière de développement.

Mais les performances de chacune des économies en matière de croissance de l'activité économique offrent un portrait très varié. C'est la Bolivie qui présente les meilleurs résultats en ce qui concerne la croissance du PIB au cours des dix dernières années. Le caractère plus ancien des réformes visant la stabilisation et la libéralisation de l'économie bolivienne ont conduit à des taux de croissance dont la stabilité apparaît exceptionnelle dans le contexte andin. Le maintien d'un taux de croissance du PIB avoisinant les 5 % pendant presque toute la période ainsi qu'une moins grande vulnérabilité à l'égard des chocs externes, comme les résultats pour 1998 et 1999 le démontrent clairement, ont eu des effets évidents sur l'investissement étranger et le marché du travail.

Bien qu'un peu moins stable que la Bolivie, la Colombie a quand même profité d'une croissance économique relativement bonne pendant la dernière décennie. La privatisation des entreprises publiques et la libéralisation de l'économie ont permis de compenser les effets déstabilisateurs associés aux

conflits armés et aux activités dérivées de la production de drogues. Mais l'activité économique en Colombie souffre du peu d'empressement à investir du secteur privé local qui fait face à des conflits politiques qui élèvent grandement le risque qu'il doit assumer.

Le Venezuela et le Pérou ont été profondément touchés par l'instabilité de l'activité économique. Au Venezuela, le comportement du PIB dépend principalement des prix du pétrole sur les marchés internationaux, le pays n'étant pas encore parvenu à générer un consensus quant à la nécessité de diversifier les exportations. La chute du PIB entre 1991 et 1994 et l'instabilité qui marque la deuxième moitié de la décennie sont le produit direct des contraintes normalement associées au statut de pays mono-exportateur du Venezuela. Au Pérou, les périodes de forte croissance sont principalement associées à l'activité économique générée par la privatisation des entreprises de services publics réalisée à partir de 1992 et la pacification du territoire suite à la neutralisation du Sentier lumineux, mouvement révolutionnaire qui s'attaquaient entre autre aux infrastructures du pays depuis plus d'une dizaine d'année. Mais comme en Argentine, la privatisation des entreprises publiques étant terminée, le pays doit maintenant trouver de nouvelles sources de croissance lui permettant de retrouver des niveaux acceptables.

Faibles mais toutefois positives, les données relatives à la croissance économique en Équateur dissimulent dix années de crise qui ont mené à une chute de 10 % du PIB en 1998 et à la dollarisation officielle de l'économie en 2000. Le cumul de tensions macro-économiques tout au long des années 90 a conduit à l'abandon du *sucre* au profit du dollar américain afin de neutraliser l'inflation et de donner un signal clair aux investisseurs internationaux quant à la bonne volonté des responsables locaux en ce qui concerne la libéralisation de l'économie. Jusqu'à maintenant la solution semble donner de bons résultats, la croissance ayant repris, alimentée par un système financier désormais beaucoup moins fragile.

### • Investissement direct étranger

En ce qui concerne l'IDE, c'est encore une fois la Bolivie qui présente les résultats les plus favorables en termes relatifs. La croissance constante de l'investissement étranger au pays au cours des dix dernières années ne présente pas les niveaux des autres pays de la région, mais offre un avenir très favorable à long terme, l'investissement ayant été multiplié par 20 entre 1991 et 1999.

En Colombie et au Pérou, le comportement de l'IDE dépend directement de la privatisation des entreprises publiques qui ont été offertes au secteur privé entre 1994 et 1999. Ces ventes ont permis à ces deux pays d'éliminer à court terme l'effet négatif que l'instabilité politique produit sur les calculs des investisseurs étrangers. Mais la privatisation des principales entreprises publiques étant déjà accomplie, il est peu probable que le Pérou et la Colombie puissent retrouver des niveaux d'IDE comparables à ceux qui ont été observés au cours des dernières années.

Puisque l'I.D.E au Venezuela est principalement motivé par les cours du pétrole, il est normal que les données concernant ce type d'investissement illustrent un comportement identique aux données concernant l'activité économique. La perte nette de 514 millions de dollars É.-U. en investissement direct étranger en 1993 et la chute radicale de la croissance économique sont le produit direct de la baisse des prix du pétrole. Ce parallèle important au niveau des indicateurs est visible pendant l'ensemble de la dernière décennie. Au Venezuela, la hausse récente du pétrole brut exercera sans aucun doute une nouvelle vague d'investissements étrangers. Mais le caractère très conjoncturel de l'I.D.E au pays laisse planer un certain pessimisme quant à la stabilisation de l'économie vénézuélienne.

La grave crise qu'a traversée l'Équateur au cours des années 90 est visible au niveau de l'I.D.E qui connaît quand même une croissance mais qui reste très secondaire en comparaison aux autres pays de la Communauté andine. La dollarisation de l'économie survenue au début de 2000 a entre autres comme objectif de favoriser l'I.D.E afin de compenser les difficultés associées à un système financier en crise.

### • Chômage urbain et salaires moyens réels



Les données relatives au marché du travail des pays de la Communauté andine constituent les meilleurs indicateurs révélant la vulnérabilité de la plupart de ces économies aux chocs externes. Comme en Argentine, qui partage cette sensibilité aux crises financières internationales, les pays andins ont connu une stabilité de l'emploi urbain dans la première moitié des années 90. Mais la crise asiatique de 1997 et la dévaluation brésilienne vont accélérer la dégradation du marché du travail dans la seconde moitié de la dernière décennie. En Équateur, au Venezuela et en Colombie, les chocs externes provoquent une forte hausse des taux de chômage urbain qui doublent leur valeur au cours des années 90. La Bolivie reste encore une fois à l'écart de ces tendances régionales malgré une hausse de 2,7 % du chômage urbain entre 1997 et 1999.

Les bons résultats de la Bolivie en matière de croissance sont aussi visibles au niveau des salaires moyens réels qui augmentent de 28 % entre 1991 et 1999. Les indicateurs de la Colombie présentent également une forte croissance des salaires moyens réels, mais qui est toutefois moins importante que les résultats de la Bolivie en cette matière. La hausse de 17 % des salaires moyens colombiens au cours de la dernière décennie est comme en Bolivie le résultat d'une politique salariale plus généreuse.

La chute des salaires moyens au Pérou pendant les années 90 est très révélatrice de l'absence de mesures sociales minimales accompagnant la libéralisation de l'économie. A ce niveau, le Pérou est celui qui présente les plus mauvais résultats en matière de salaires réels parmi les pays de l'Amérique du Sud fournissant ces indicateurs.

#### • Prévisions

Les prévisions pour l'année en cours annoncent une poursuite de la croissance dans tous les pays de la Communauté andine, à l'exception du Pérou qui devrait connaître un recul de 1.5 % du PIB suite à la démission d'Alberto Fujimori à la présidence et aux enquêtes révélant sa participation à d'importants réseaux de corruptions, deux facteurs influençant négativement l'évaluation du risque-pays.

Mais ces prévisions dépendent du comportement des économies des États-Unis et du Brésil, les deux principaux marchés d'exportations des pays andins. Si les États-Unis connaissent un ralentissement plus important que prévu et si le Brésil ne poursuit pas sa lancée amorcée au premier trimestre de 2000, il est très probable que ces pays ne pourront poursuivre la reprise qu'ils connaissent depuis 1999. La forte dépendance de ces petites économies envers les marchés internationaux représente encore aujourd'hui le principal obstacle à leur développement. Coincée entre le MERCOSUR/L et l'ALÉNA, la Communauté andine est à la merci des tendances internationales, ce qui explique en grande partie l'intensité des crises politiques qu'on y observe depuis plus de 20 ans.

## Communauté andine

### Produit intérieur brut

**(1991-2000)**

(En pourcentage, sur la base des prix de 1995)

|                  | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Bolivie</b>   | 5,3  | 1,6  | 4,3  | 4,7  | 4,7  | 4,4  | 5    | 5,5  | 0,6  | 2    |
| <b>Colombie</b>  | 1,9  | 3,7  | 4,6  | 6,1  | 5,2  | 2,1  | 3,4  | 0,5  | -4,3 | 3    |
| <b>Équateur</b>  | 5    | 3,6  | 2    | 4,3  | 2,3  | 2    | 3,4  | -7,3 | 2    | 1,7  |
| <b>Pérou</b>     | 2,8  | -0,4 | 4,8  | 12,8 | 8,6  | 2,5  | 6,7  | -0,4 | 1,4  | 4    |
| <b>Venezuela</b> | 9,7  | 6,1  | 0,3  | -2,3 | 4    | -0,2 | 6,4  | 0,2  | -6,1 | 3,5  |

### Investissement étranger direct net

**(1991-2000)**

(en millions de dollars U.S.)

|                  | 1991  | 1992 | 1993 | 1994  | 1995  | 1996  | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  |
|------------------|-------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Bolivie</b>   | 50    | 91   | 125  | 147   | 391   | 472   | 728   | 955   | 1 015 | 730   |
| <b>Colombie</b>  | 433   | 679  | 719  | 1 297 | 712   | 2 795 | 4 894 | 2 432 | 1 135 | 985   |
| <b>Équateur</b>  | 160   | 178  | 469  | 531   | 470   | 491   | 695   | 831   | 636   | 735   |
| <b>Pérou</b>     | -7    | 150  | 687  | 3 108 | 2 048 | 3 242 | 1 702 | 1 860 | 1 969 | 1 185 |
| <b>Venezuela</b> | 1 728 | 473  | -514 | 136   | 686   | 1 676 | 5 036 | 4 168 | 1 998 | 3 480 |

### Taux de chômage urbain

**(1991-2000)**

(Taux annuels moyens)

|                  | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Bolivie</b>   | 5,8  | 5,4  | 5,8  | 3,1  | 3,6  | 3,8  | 4,4  | 4,1  | 6,1  |      |
| <b>Colombie</b>  | 10,2 | 10,2 | 8,6  | 8,9  | 8,8  | 11,2 | 12,4 | 15,3 | 19,4 | 20,4 |
| <b>Équateur</b>  | 7,7  | 8,9  | 8,9  | 7,8  | 7,7  | 10,4 | 9,3  | 11,5 | 15,1 | 14,7 |
| <b>Pérou</b>     | 5,9  | 9,4  | 9,9  | 8,8  | 8,2  | 8    | 9,2  | 8,4  | 9,1  | 10,3 |
| <b>Venezuela</b> | 9,5  | 7,8  | 6,6  | 8,7  | 10,3 | 11,8 | 11,4 | 11,3 | 14,9 | 14,6 |

### Salaire moyen réel (1991-

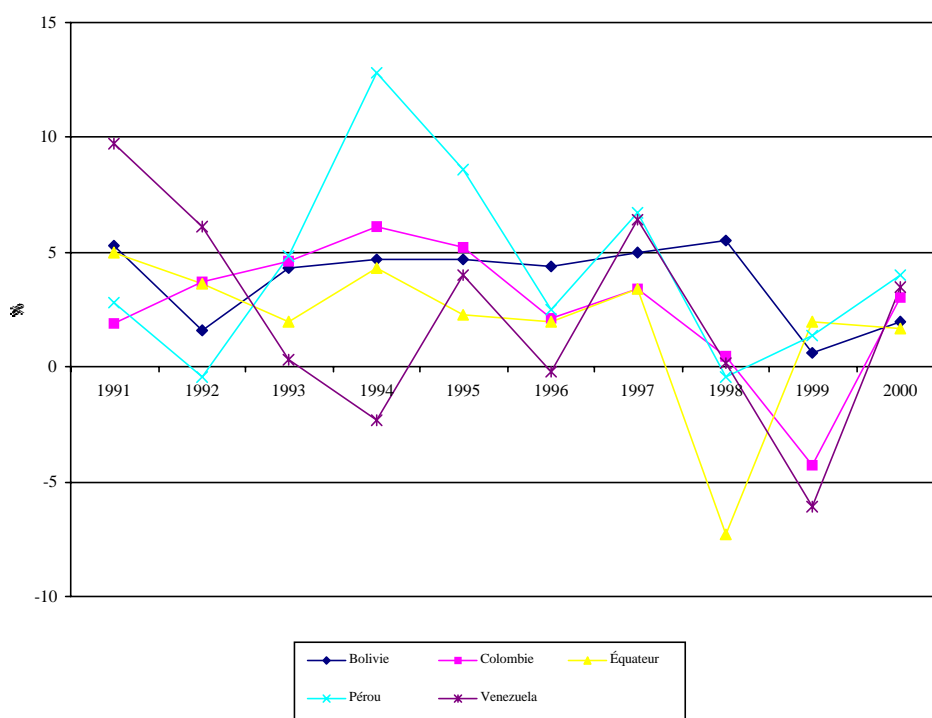
**2000)**

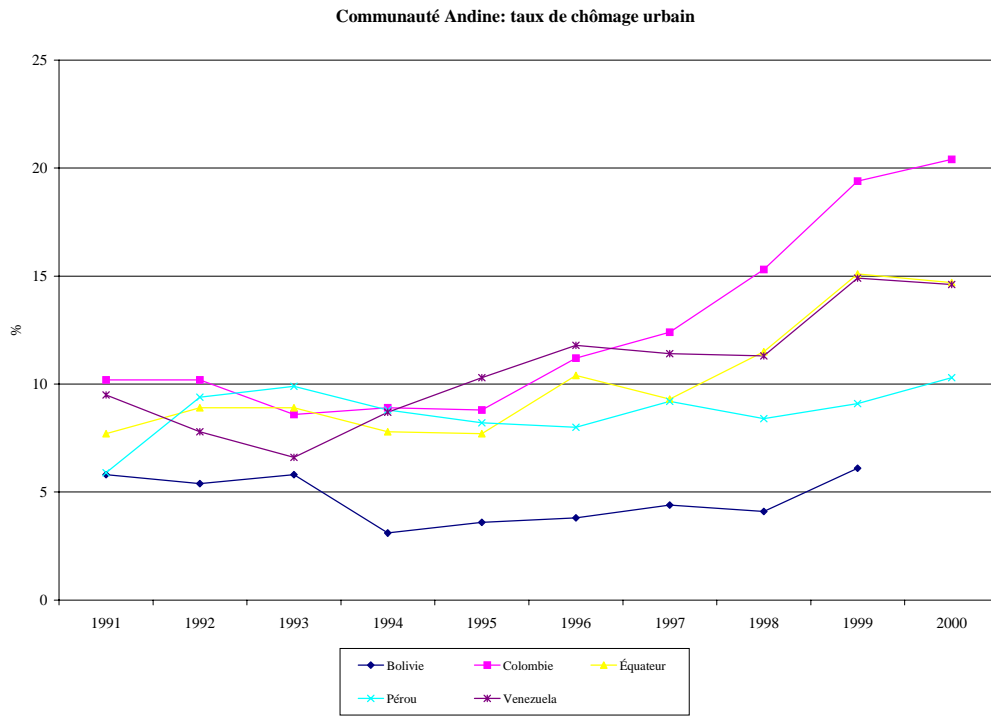
(1995=100)

|                 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994  | 1995 | 1996  | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  |
|-----------------|------|------|------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Bolivie</b>  | 82,1 | 85,5 | 91,2 | 98,5  | 100  | 100,4 | 107,3 | 111,5 | 118,5 |       |
| <b>Colombie</b> | 92,4 | 93,5 | 97,9 | 98,8  | 100  | 101,5 | 104,2 | 102,8 | 105,9 | 109,2 |
| <b>Pérou</b>    | 98,7 | 95,2 | 94,4 | 109,2 | 100  | 95,2  | 94,5  | 92,7  | 90,7  | 90,1  |

Source: *Balance preliminar de las economias de America latina y el Caribe*, CEPAL, Diciembre de 2000

**Communauté Andine: croissance du PIB**





## Communauté Andine: salaires moyens réels

